

M. McDermid: Rappelez-vous qui a proposé ce projet stupide.

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, mon collègue sait certainement que je ne fais l'objet d'aucune pression, mais qu'il s'agit du reliquat de l'un des programmes les plus absurdes jamais proposés par le gouvernement précédent.

Des voix: Bravo!

M. MacKay: C'est du moins l'avis de tous les fiscalistes éminents de notre pays et, d'ailleurs, le chef du Nouveau parti démocratique a été l'un des premiers à le remarquer, ce qui est tout à son honneur. Nous avons dû finalement vérifier tous ces programmes en vue de protéger les intérêts des contribuables. Je ne peux rien dire au sujet de cet exemple particulier parce que je suis tenu au secret en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'APPROBATION DU PROJET

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, il paraît que ce projet de recherche a été refusé trois ou quatre fois avant d'être finalement approuvé en novembre dernier. Le ministre peut-il dire si le ministre de l'Agriculture ou un autre de ses collègues est intervenu pour faire approuver ce projet vers la fin novembre ou au début de décembre?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je peux certainement dire à mon collègue que, à ma connaissance, personne n'est intervenu. Même si c'était le cas, je le répète, je ne pourrais rien dire à ce sujet à cause des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LE SERVICE DE DISTRIBUTION DU COURRIER

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, la distribution quotidienne du courrier risque de devenir chose du passé par suite d'une décision que le gouvernement compte rendre publique dans six semaines. Le ministre compétent a déclaré que l'on envisageait de nous livrer le courrier trois ou quatre fois par semaine. Je voudrais que le ministre nous dise quels sont au juste ses projets à ce sujet. Les Canadiens seront-ils consultés avant que le gouvernement ne détruise complètement le système postal au Canada?

● (1150)

L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada): Monsieur le Président, je crois avoir déjà répondu à cette question plusieurs fois cette

semaine. Le ministre des Finances nous a priés de trouver le moyen le plus efficace et le plus rapide pour le service des postes d'atteindre à l'autosuffisance. La distribution du courrier un jour sur deux est une solution que nous envisageons. Il se pourrait que nous ne l'adoptions pas, mais nous devons tout de même l'examiner.

LA DEMANDE D'UN MEILLEUR SERVICE

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, le ministre affirme qu'il est à la recherche de moyens de donner suite à la demande du ministre des Finances. Mais que fait-il des Canadiens qui réclament un meilleur service postal et non pas un retour à l'époque de la diligence?

L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada): Monsieur le Président, à cela je réponds que nous devons éponger le déficit et nous nous sommes engagés à favoriser la relance économique dans le pays. Ce sont les démarches que le premier ministre fait à l'étranger qui permettent la situation au Canada de s'améliorer.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EXPORTATIONS DE BOIS D'OEUVRE À DESTINATION DES ÉTATS-UNIS

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. J'imagine qu'il est au courant de la lettre du 8 mai dans laquelle le président Reagan signalait au sénateur Packwood son intention d'agir unilatéralement à propos du bois d'oeuvre canadien. Le premier ministre convient-il que les négociations sur le libre-échange débutent mal? Son ami, le président Reagan, ne vient-il pas en effet de lui faire faux bond sur la question du bois d'oeuvre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il me semble qu'on a répondu maintes et maintes fois à ces questions avant mon départ. Je m'en tiens à ma position antérieure. J'ignore ce que le député veut dire quand il parle d'agir unilatéralement. Nous avons bon espoir, quant à nous, que les négociations vont débiter du bon pied.

LA POSITION CANADIENNE

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, étant donné que, en son absence, il s'est produit des faits nouveaux, le premier ministre ne s'en informerait-il pas? Puisqu'il s'agit du secteur le plus important du Canada, le premier ministre ne pourrait-il pas s'engager dès maintenant à soutenir ce secteur, à lutter contre les droits compensatoires des Américains et à se tenir au courant de la question?